

COMMENT STIMULER L'INTÉRÊT DES ÉTUDIANTS ET LES FORMER AVEC L'ENSEIGNEMENT DE LA CIVILISATION ?

FUJIHIRA Sylvie
Université d'Osaka
sylvie ■ lang.osaka-u.ac.jp

À l'heure du « speed learning », de l'allégé et du ludique, il paraîtra sans doute que c'est aller à contre-courant que de prétendre enseigner la « civilisation » sous forme de dossiers thématiques traités sur deux, trois voire quatre cours de 90 minutes, avec bien sûr des textes à lire ou des documents à examiner à la maison. Mais il me semble que l'enseignement universitaire se fourvoie en voulant toujours simplifier davantage et en craignant d'effrayer les étudiants par des contenus trop denses ou trop « sérieux ».

En effet, quand on interroge les étudiants sur les cours d'histoire mondiale qui leur ont été dispensés dans le secondaire, ils sont unanimes pour en critiquer le caractère rébarbatif et peu efficace. Et cela semble s'expliquer d'une part par le bachotage pour ceux qui ont choisi cette matière pour le *Center Shiken* et/ou pour le concours d'entrée à l'université et d'autre part par l'ambition démesurée des programmes qui conduit les enseignants à sacrifier la réflexion et l'explication qui sont la chair de l'histoire pour en privilégier le squelette, à savoir une longue litanie de dates, faits et personnages. Cette présentation fastidieuse de l'histoire ne permet ainsi guère de comprendre la logique de l'enchaînement des événements ni de mettre en relation des faits prenant place à une quarantaine d'années d'intervalle mais géographiquement éloignés comme la prise de Constantinople par les Turcs et la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb par exemple. De ce fait, dans les têtes ne surnagent que quelques dates ou événements épars, mémorisés de façon aléatoire, et une ou deux anecdotes. Il est ainsi symptomatique que les étudiants à qui on demande de citer quelques grandes figures de l'histoire de France placent Marie-Antoinette largement en tête, en raison du succès de la bande dessinée puis du dessin animé *La Rose de Versailles* (*Lady Oscar*, en version française). Viennent ensuite Napoléon Ier et très loin derrière, Jeanne d'Arc. De la même manière, si l'on teste les connaissances des étudiants sur la société, l'économie ou la politique contemporaines en France ou ailleurs (y compris au Japon, ce qui est très alarmant), force est de constater qu'elles sont bien souvent superficielles et parcellaires, et en ce qui concerne les pays africains par exemple, on peut même dire qu'elles sont inexistantes. Face à ce constat, il est clair qu'une rupture avec l'enseignement des matières de « shakai » tel que les étudiants l'ont connu au lycée, s'impose.

Par ailleurs, que l'on se mette à la place de ces jeunes gens de 18 à 23 ans, qui sont normalement à l'acmé de leurs capacités intellectuelles et à qui on ne fait pas confiance ! Car leur proposer des contenus que l'on juge à leur portée ou susceptibles de leur plaire, c'est inconsciemment leur faire passer le message qu'on ne les croit pas capables de s'intéresser et de comprendre des cours exigeants, aux contenus parfois difficiles par leur complexité et pas toujours riant⁽¹⁾. En outre, en voulant simplifier ou éviter de choquer, on

Rencontres Pédagogiques du Kansai 2013

risque de rester dans l'anecdotique, l'aseptisé et l'insignifiant et donc de faire bâiller d'ennui notre public et de le dégoûter définitivement et des grandes questions historiques et sociales, et de la France et la francophonie... En revanche, si l'on parvient à choisir des sujets inattendus mais significatifs, on a plus de chances de créer les conditions d'un électrochoc qui permettra aux étudiants de réfléchir à des problèmes auxquels ils n'avaient jamais pensé et donnera peut-être à certains l'envie d'en savoir plus et d'approfondir par eux-mêmes ces questions.

Dans le cours que je donne depuis une dizaine d'années à des étudiants spécialistes de français de 3^e et 4^e année, tous les sujets sont choisis en fonction :

- de leur rapport avec la France et les pays francophones
- de leur actualité
- de leur intérêt intrinsèque
- et des possibilités de réflexion et de comparaison qu'ils offrent

Et pour que le lecteur puisse se faire une idée du contenu de ces cours, je vais présenter ici quelques-uns des thèmes abordés en 2012-2013 et la façon de procéder.

Frontières / Belgique / Sociétés plurales

Pour commencer, les étudiants sont invités à dire ce qu'évoque pour eux le mot « frontière ». Après ce remue-méninges, si des éléments importants tels que « frontières naturelles », « frontières aériennes », « matérialisation des frontières », « effacement des frontières » etc., ne sont pas sortis, l'enseignant doit poser des questions pour que la réflexion s'approfondisse – notamment sur le rôle et les conséquences de l'existence des frontières – et prenne l'orientation souhaitée. Vient ensuite une question simple en apparence : « Avec combien de pays la France a-t-elle des frontières terrestres ? » puis « Quels sont ces pays ? »⁽²⁾. On peut ensuite faire parler les étudiants des pays qui connaissent des problèmes de frontières, etc.

Nous avons ensuite montré un reportage de la RTBF sur la disparition de la frontière entre Mouscron et Tourcoing et la collaboration médicale transfrontalière qui fait que les hôpitaux des deux villes se répartissent les services. C'est donc la pathologie et non plus le lieu de résidence qui décide dans quelle ville les patients iront se faire soigner. Mais cet effacement de la frontière ne signifie pas que les Wallons malgré les relations exécrables qu'ils entretiennent avec les Flamands soient prêts à devenir Français, ainsi que le dit le reporter. Pour faire comprendre cela, nous avons fait écouter les explications données par un historien belge qui, dans le même reportage, pointe les différences ayant trait à l'identité nationale, à l'image de soi et au rapport à l'État, qui font que le rattachisme remporte si peu l'adhésion des Belges francophones. Bien entendu, toutes les explications historiques, économiques, sociales et politiques nécessaires à la compréhension de la situation ont été données.

Pour terminer sur ce sujet en dépassant le cadre de l'exemple belge, nous avons distribué un texte présentant les deux grands types de sociétés plurales mis en évidence par Alain Dieckhoff : les sociétés plurales intégrées comme la Suisse ou dans une moindre mesure la France, et les sociétés plurales divisées dont la Belgique et le Canada sont des exemples connus, pour rester dans le monde francophone⁽³⁾.

La contestation étudiante au Québec / Le particularisme québécois et le français

Pour introduire le sujet, nous avons demandé aux étudiants de définir une manifestation puis de dire s'ils avaient déjà participé à des manifestations et si oui, pour ou contre quoi. Enfin, nous leur avons demandé ce pour quoi ou ce contre quoi ils voudraient manifester en tant qu'étudiants.

Rencontres Pédagogiques du Kansai 2013

Nous avons ensuite montré un reportage de France 2 qui présentait la protestation des étudiants québécois contre le projet d'augmentation des droits d'inscription. Nous avons distribué des tableaux sur les droits d'inscription dans les différentes provinces canadiennes et leur évolution depuis quelques années et des tableaux sur les droits d'inscription dans les universités publiques de différents pays. Les étudiants ont dû en faire l'analyse et dégager des typologies.

Le Québec occupant manifestement une situation particulière par rapport aux provinces anglophones, nous avons demandé aux étudiants ce qu'ils savaient de l'histoire du Canada puis nous avons lu avec eux l'article « Le français, creuset de l'identité québécoise »⁽⁴⁾ tout en expliquant la longue histoire conflictuelle entre « Canadiens anglais » et « Canadiens français » et la résistance obstinée de ces derniers.

Enfin, nous avons vu et expliqué les principales différences entre le français du Québec et celui de France.

La situation des prisons françaises

Après avoir demandé aux étudiants ce qu'ils savaient ou imaginaient des prisons au Japon et éventuellement en France, nous leur avons fait visionner un reportage de France 2 sur les trafics qui existent dans l'enceinte même de la centrale de Clairvaux.

Nous avons ensuite distribué deux tableaux présentant les données statistiques des prisons françaises et japonaises (population carcérale et son évolution depuis 1992, pourcentage des détenus en détention provisoire, pourcentage des femmes, des étrangers, des mineurs, etc.) en demandant aux étudiants de les commenter avant de donner les explications nécessaires pour éviter des conclusions simplistes.

Enfin, nous avons lu ensemble un article du *Monde* du 14 mars 2012, intitulé « Dans le Jura, la prison modèle de Pierre Botton sème la zizanie »⁽⁵⁾ sur le projet de construction d'une prison expérimentale pour lutter contre la récidive, projet porté par P. Botton et son association Les Prisons du Cœur. Pour alimenter le débat sur la difficulté de la politique judiciaire et pénitentiaire, nous avons mis également le message d'un internaute⁽⁶⁾ qui dénonçait l'inconséquence des habitants de Saint-Julien-sur-Suran qui, bien qu'ayant majoritairement voté pour Sarkozy à la présidentielle de 2007, c'est-à-dire pour un homme favorable aux peines-planchers et à un renforcement de la répression, ne voulaient pas assumer leur choix en acceptant la construction de cette prison dans leur village.

Algérie / Question des langues en Algérie

L'attaque perpétrée contre le site gazier d'In Amenas ayant fait 10 morts parmi les Japonais qui travaillaient là-bas, nous avons mis à profit le fait que l'Algérie se soit trouvée sous les projecteurs de l'actualité pour parler de ce pays qui avait fêté six mois plus tôt le cinquantenaire de son indépendance.

Nous avons à notre habitude demandé aux étudiants ce qu'ils savaient de ce pays et de ses habitants et ce que les mots « Algérie » et « Algérien » évoquaient pour eux. Ensuite, nous leur avons fait visionner un reportage de France 2 du printemps 2011 qui montrait des Algériens empêchés de manifester contre le pouvoir en place. Les banderoles agitées (« Dehors dinosaure ! ») et les slogans scandés (« Y en a marre de ce pouvoir ! ») ont permis de faire des hypothèses sur les hommes politiques en place et les sentiments des manifestants qui appartenaient à des courants différents (Ligue des droits de l'homme, Front islamique du Salut, partis laïcs). Pour faire mieux comprendre la situation, nous avons distribué des statistiques concernant la démographie et l'économie algériennes et nous les avons fait analyser et commenter.

Ensuite, nous avons montré un reportage tourné lors de la campagne présidentielle de 2009 et dans lequel on voyait d'une part le chantier du siècle, c'est-à-dire la construction

Rencontres Pédagogiques du Kansaï 2013

de l'autoroute qui doit traverser le nord du pays d'est en ouest, sur 1200 km, et qui est tout à la fois l'illustration des grands travaux entrepris grâce à la manne pétrolière et gazière et de la gabegie que ça occasionne sans que l'économie et les travailleurs locaux n'en bénéficient pleinement puisque le chantier a été confié à des entreprises chinoises et japonaises qui ont fait venir 28 000 travailleurs d'Asie alors que les jeunes Algériens n'arrivant pas à trouver du travail vont parfois mourir en mer dans l'espoir de gagner l'Europe (phénomène des « harragas », c'est-à-dire des émigrés clandestins qui brûlent leurs papiers avant de s'embarquer).

En complément à ce qui a été vu dans ces différents documents, nous avons lu ensemble l'article « Algérie, qu'as-tu fait de ton indépendance ? »⁽⁷⁾ qui présente les défis et les réalisations de l'Algérie indépendante dans les domaines économiques et sociaux.

Pour finir, nous avons tenu à aborder la question des langues en Algérie car dans les reportages, on a pu voir des panneaux écrits exclusivement en français et entendre des personnes s'exprimer dans cette langue, ce qui peut étonner dans un pays dont l'indépendance a été conquise dans le sang et qui ne fait pas partie de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Nous avons distribué un petit dossier contenant une liste des principaux journaux algériens⁽⁸⁾, une photo de panneaux de signalisation trilingues (arabe, tamazigh et français) sur le campus de l'Université de Tizi-Ouzou en Kabylie⁽⁹⁾, la réponse de l'historien Mohammed Harbi à la question « Que reste-t-il de la colonisation ? »⁽¹⁰⁾ et une chronologie des décisions en matière linguistique, qui va de la décision d'arabisation à la reconnaissance du berbère comme langue nationale (mesure plus symbolique qu'autre chose, ce statut ne devant pas être confondu avec celui de langue officielle que l'arabe classique est le seul à avoir, l'arabe algérien étant une langue non enseignée qui est utilisée dans les familles). Ces documents permettent de voir la complexité de la situation linguistique avec la longue négation de la langue et de la culture berbères, la position paradoxale du français qui n'a aucun statut mais continue à véhiculer l'officialité parallèlement à l'arabe classique et est enseigné obligatoirement à partir de la 3^e année de l'école primaire, faisant de l'Algérie un des pays où les locuteurs du français sont les plus nombreux.

On le voit, pour chaque sujet abordé, nous nous efforçons d'approfondir les choses pour déboucher sur une meilleure compréhension de la situation et une réflexion plus générale. Et cette ouverture sur le monde francophone permet aux étudiants de développer leur culture générale, de se poser des questions sur différents problèmes, de réfléchir sur le monde et de voir que le monde n'est pas partout américanisé et que subsiste encore une grande diversité de points de vue. En un mot, ça leur permet de développer leur esprit critique et leur intelligence, ce qui est notre mission principale.

Notes :

(1) Ainsi, en 2012-2013, à l'occasion du vote par les parlementaires français d'une loi pénalisant la négation du génocide arménien, nous avons montré des photos d'archives montrant des marches de la mort et des charniers et fait écouter des récits de rescapés.

(2) La réponse étant 11 si l'on ne compte que la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, Monaco, Andorre, l'Espagne, le Brésil, le Suriname et les Pays-Bas (île de Saint-Martin) et 12 si on y ajoute le Royaume-Uni qui depuis la construction du tunnel sous la Manche peut être considéré comme ayant une frontière terrestre avec la France.

(3) <http://www.larevuetoudi.org/fr/story/la-nation-face-aux-villes-fronti%C3%A8res-et-multiculturelles>

(4) *Le Point*, n°1869, 10 juillet 2008, pp. 41-42

(5) http://www.lemonde.fr/societe/article/2012/03/14/dans-le-jura-la-prison-modele-qui-seme-la-zizanie_1657188_3224.html

(6) rédigé par Laszlo le 15/03/2012 à 12:30

<http://www.libelyon.fr/info/2012/03/le-conseil-municipal-de-saint-julien-jura-vote-pour-la-prison-mod%C3%A8le.html>

Rencontres Pédagogiques du Kansai 2013

- (7) <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2686p068-069.xml0/algerie-vaccination-fln-independancealgerie-qu-as-tu-fait-de-ton-independance.html>
- (8) <http://www.journal-algerien.com/journaux-algeriens-francophones-presse-algerienne-francaise.html>
- (9) http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Tizi_Ouzou_Tasdawit.jpg
- (10) <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2686p065-067.xml0/algerie-fln-guerre-d-algerie-interviewmohammed-harbi-l-histoire-est-instrumentalisee-en-algerie.html>